

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

27 OCTOBRE 2005

Projet de loi relatif à l'information pré-contractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 2

Remplacer, à cet article, le membre de phrase « conclus entre deux personnes, qui agissent chacune en son propre nom et pour son propre compte, par lequel une de ces personnes octroie à l'autre le droit, » par les mots :

« conclus entre deux ou plusieurs personnes, qui agissent chacune en son propre nom et pour son propre compte, par lequel une ou plusieurs de ces personnes octroie à une ou à plusieurs autres le droit, »

Justification

Le projet de loi ne vise que les contrats conclus entre deux parties. Or, il est parfaitement possible qu'un accord de franchise soit conclu entre plus de deux parties. L'article 2 du règlement

Voir :

Documents du Sénat :

3-1292 - 2005/2006 :

N° 1 : projet évoqué par le Sénat.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

27 OKTOBER 2005

Wetsontwerp betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsovereenkomsten

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 2

In dit artikel de zinsnede tussen het woord « gesloten » en het woord « om » vervangen als volgt :

« tussen twee of meer personen, die elk in eigen naam en voor eigen rekening werken, waarbij één of meerdere personen het recht verlenen aan één of meerdere andere, die daarvoor een vergoeding van welke aard ook, rechtstreeks of onrechtstreeks betalen, »

Verantwoording

Het wetsontwerp slaat enkel op contracten tussen twee partijen. Evenwel is het perfect mogelijk dat een franchise-overeenkomst wordt gesloten tussen meer dan twee partijen. Ook artikel 2 van de

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-1292 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

2790/1999 CE prévoit lui aussi la possibilité d'une relation entre plusieurs parties.

N° 2 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 3

À cet article, apporter les modifications suivantes :

A) remplacer chaque fois les mots «le projet» par les mots «la proposition»;

B) remplacer les mots «du document visé au présent article» par les mots «de la proposition et du document visés au présent article»;

C) faire précéder le texte de l'alinéa 2 par les mots «Sauf pour ce qui est de l'application de l'article 6 de la présente loi,»;

D) ajouter un alinéa nouveau, rédigé comme suit: «Lorsque, sur la base d'une disposition de l'accord conclu entre les parties, celui-ci peut être renouvelé tacitement, les alinéas précédents ne sont pas applicables à ce renouvellement.»

Justification

A. On ne voit pas clairement ce que signifie le terme «projet d'accord». Soit il s'agit du texte négocié, soit il s'agit d'une proposition ou d'un accord type au sujet duquel il faut encore négocier. Dans le premier cas, cela signifie donc que les tractations ont déjà eu lieu et que le «projet» à transmettre est un texte négocié au sujet duquel le franchisé dispose encore d'au moins un mois de réflexion avant que l'on ne procède à la signature.

Il ressort de l'exposé des motifs qu'il s'agit bel et bien d'une proposition de contrat émanant du franchiseur, dès lors que ce document doit permettre à la personne qui reçoit le droit «d'examiner à fond l'accord proposé et de se faire conseiller». La ministre des Classes moyennes a également déclaré à la Chambre que le projet de loi ne faisait pas obstacle à une adaptation des clauses du document précontractuel, après négociations, pour autant que ces adaptations ne soient pas contraires à la loi.

Si l'on part du principe que le «projet» est le résultat définitif ou quasi-définitif de négociations révolues, un problème juridique se pose, étant donné que cela voudrait dire qu'il y a déjà accord des volontés sur tous les éléments du partenariat ou sur la plupart d'entre eux, et donc que le contrat est déjà devenu réalité, en d'autres termes qu'il a déjà été conclu. Cette hypothèse est contredite à l'article 3 par le membre de phrase «au moins un mois avant la conclusion de l'accord». Toutefois, en parlant de «signature» de l'accord, l'exposé des motifs sème la confusion. L'objectif des auteurs n'aura sans doute pas été de faire coïncider la conclusion avec la signature, car cela signifierait que l'on créerait en l'espèce un contrat qui, contrairement à toutes les autres conventions, verrait le jour non pas *solo consensu*, mais par l'effet de la signature.

verordening 2790/1999 EG voorziet in de mogelijkheid van een meerpartijenrelatie.

Nr. 2 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 3

In dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) telkens het woord «ontwerp» vervangen door het woord «voorstel»;

B) de woorden «het in dit artikel beoogde document» vervangen door de woorden «het in dit artikel bedoelde voorstel en document»;

C) in het tweede lid de woorden «er mag» vervangen door de woorden «Behoudens over wat betreft de toepassing van artikel 6 van deze wet, mag er»;

D) een nieuw lid toevoegen, luidende: «Indien, op grond van een bepaling in de overeenkomst tussen partijen, de overeenkomst stilzwijgend kan worden hernieuwd, zijn de vorige leden niet van toepassing op deze hernieuwing.»

Verantwoording

A) Het is niet duidelijk wat «ontwerp van overeenkomst» betekent. Ofwel gaat het over de onderhandelde tekst, ofwel gaat het om een voorstel of type-overeenkomst waarover nog onderhandeld moet worden. In het eerste geval betekent dit dus dat de onderhandelingen al plaats gehad hebben, en dat het over te maken «ontwerp» een onderhandelde tekst is die waarover de franchise-nemer nog minstens een maand mag nadenken alvorens tot ondertekening over te gaan.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat het wel degelijk gaat om een voorstel van contract, uitgaande van de franchisegever, nu dit document het de rechtsverkrijger moet toelaten «het voorstel ten gronde te onderzoeken en zich te laten adviseren». Ook heeft de minister van Middenstand in de Kamer verklaard dat het wetsontwerp niet verhindert dat de bedingen in het precontractuele document na onderhandelingen nog kunnen aangepast worden, voor zover deze aanpassingen geen inbreuk betekenen op de wet.

Ervan uitgaan dat het «ontwerp» het definitieve of quasi-definitieve resultaat is van voorbijge onderhandelingen is juridisch problematisch, gezien het feit dat dit zou betekenen dat er reeds wilsovereenstemming bestaat over alle of de meeste elementen van de samenwerking, wat zou betekenen dat het contract reeds tot stand is gekomen, met andere woorden gesloten is. Dit wordt tegengesproken door artikel 3, dat spreekt van «minstens één maand voor het sluiten van de overeenkomst». De toelichting zaait echter verwarring nu zij spreekt van «ondertekening» van de overeenkomst. Maar het zal wellicht niet de bedoeling geweest zijn van stellers de totstandkoming gelijk te stellen met de ondertekening, nu dit zou betekenen dat er hier een contract in het leven geroepen wordt dat, in tegenstelling tot alle andere overeenkomsten, niet tot stand komt *solo consensu*, maar door ondertekening.

Une autre raison pour laquelle il faut considérer que cet article traite d'une proposition non encore négociée émanant de la personne qui octroie le droit est que s'il s'agissait d'un projet (quasi) définitif, la personne qui reçoit le droit ne pourrait pas refuser purement et simplement de conclure. Dans un certain nombre de cas, en effet, si aucun vice de consentement excusable de sa part ni aucune mauvaise foi de la part de la personne qui accorde le droit ne peut être démontré, il s'ensuivrait, selon les règles de l'acte illégitime, une mise en cause de sa responsabilité du chef de *culpa in contrahendo*, voire, si le contrat était abouti, un droit d'action pour cause de rupture de contrat. En effet, un contrat est définitivement conclu dès l'instant où il y a accord des volontés et si l'on n'arrive pas à un accord complet des volontés, cela ne signifie pas pour autant que l'on puisse, sans autre forme de procès, décréter la fin de cet accord après avoir suscité certaines attentes chez le cocontractant.

C'est pourquoi, plutôt que de « projet », il vaut mieux parler de « proposition » dès lors que ce dernier terme indique sans la moindre équivoque qu'il s'agit d'une offre de contrat unilatérale et sans engagement faite par la personne qui accorde le droit.

B. Il est plus clair de parler « de la proposition et du document visés au présent article », puisqu'il s'agit de deux documents distincts qui doivent être transmis conjointement pour que le délai de réflexion puisse commencer à courir.

C. L'article 6 comporte une obligation de confidentialité. Cette obligation est rédigée en termes très généraux et elle s'avérera souvent peu utile en soi. Étant donné qu'aucun engagement de conclusion de contrat ne peut être pris après la proposition d'accord, un contrat accessoire relatif au contenu de l'obligation de confidentialité et à un éventuel dédommagement serait illégal. Dans son avis, le Conseil d'État a appelé à clarifier la loi sur ce point. On a résolu le problème en prévoyant une seule exception à l'interdiction de contracter des obligations au cours de la période de négociation, à savoir en ce qui concerne l'obligation de confidentialité.

D. L'article 3 projeté posera problème si l'accord prévoit un renouvellement tacite, car il s'agit bel et bien d'un nouvel accord, mais dont les conditions sont identiques. Si les deux parties contractantes souhaitent le renouvellement tacite, elles n'ont pas intérêt à ce que prenne cours un délai d'au moins un mois durant lequel toute obligation est suspendue et aucune indemnité ne peut être payée, tandis que la personne qui octroie le droit est tenue de transmettre une nouvelle fois tous les documents visés à l'article 3.

N° 3 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 4

Au § 1^{er}, 1^o, apporter les modifications suivantes :

A) remplacer le littéra b) comme suit : « b) l'objet de l'accord »;

B) au littéra c), remplacer les mots « les conséquences » par les mots « les conséquences pour chacune des parties »;

Een andere reden waarom men moet aannemen dat het in dit artikel gaat om een nog niet onderhandeld voorstel uitgaande van de rechtverlener, is het feit dat, wanneer het zou gaan om een (quasi) definitief ontwerp, de rechtverkrijger niet zomaar een sluiting kan weigeren. Dit zou immers in een aantal gevallen, wanneer in zijn hoofde geen verschoonbaar wilsgebrek of in hoofde van de rechtverlener geen kwade trouw kan aangetoond worden, volgens de regels van de onrechtmatige daad leiden tot een aansprakelijkheid wegens *culpa in contrahendo*, of zelfs, bij een afgerond contract, tot een vordering wegens contractbreuk. Een overeenkomst is nu eenmaal gesloten wanneer er wilsovereenstemming bestaat, en indien men geen totale wilsovereenstemming bereikt, wil dit niet zeggen dat men zomaar het sluiten van de overeenstemming mag afblazen eens men zekere verwachtingen heeft gewekt bij de wederpartij.

Het is daarom beter te spreken van « voorstel » in plaats van « ontwerp », nu dit ondubbelzinnig duidelijk maakt dat het gaat om een eenzijdig en vrijblijvend contractaanbod van de rechtverlener.

B) Het is duidelijker te spreken over « het bedoelde voorstel en document », nu het twee afzonderlijke stukken betreft die tezamen moeten overgemaakt worden om de bedenktijd te doen ingaan.

C) Artikel 6 bevat een geheimhoudingsverplichting. Deze verplichting is zeer algemeen gesteld en zal vaak op zich weinig nuttig blijken. Vermits er na het voorstel van overeenkomst geen enkele verbintenis mag aangegaan worden tot contractsluiting, is een nevenovereenkomst over de inhoud van de geheimhoudingsplicht en eventuele schadevergoeding onwettig. De Raad van State heeft in zijn advies opgeroepen de wet op dit punt te verduidelijken. Door één uitzondering te voorzien op het verbod van verbintenissen tijdens de onderhandelingsperiode, met name ten aanzien van de geheimhoudingsplicht, is dit probleem opgelost.

D) Het ontworpen artikel 3 is problematisch wanneer de overeenkomst voorziet in een stilzwijgende hernieuwing. Het gaat hier immers wel degelijk om een nieuwe overeenkomst, maar de voorwaarden zijn identiek. Het is niet in het belang van de contractspartijen dat, wanneer zij beiden de stilzwijgende hernieuwing wensen, een termijn van minstens één maand ingaat waarin elke verbintenis wordt opgeschort en geen enkele vergoeding mag betaald worden, terwijl de rechtgever verplicht wordt alle in artikel 3 bedoelde documenten nogmaals door te sturen.

Nr. 3 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 4

In § 1, 1^o, de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) littéra b) vervangen door « b) het voorwerp van de overeenkomst »;

B) in littéra c) tussen de woorden « de » en « gevolgen » het woord « wederzijdse » invoegen;

C) ajouter un littera j), libellé comme suit :

«j) les droits exclusifs accordés à la personne qui obtient le droit».

Justification

A) Le terme « obligations » a une portée tellement large qu'il en perd toute signification : tous les éléments énumérés au 1^o sont des obligations. L'« objet de l'accord » est une notion clairement définie en droit des obligations.

B) La lecture de l'article ne permet pas de déterminer clairement s'il s'agit des conséquences, en cas de non-respect, pour la personne qui obtient le droit ou pour les deux parties. L'ajout proposé indique clairement qu'il y a lieu de préciser également quels sont les droits de celui qui obtient le droit en cas d'inexécution par celui qui l'octroie.

C) Bien que le littera b) de l'article 4, § 1^{er}, 1^o, mentionne « les obligations » en général, tout porte à croire qu'il s'agit des obligations de la personne qui obtient le droit. On peut déduire du littera i) que la personne qui octroie le droit peut se réserver un certain nombre de droits exclusifs pour autant qu'elle le stipule expressément, mais en revanche, rien n'est dit sur les droits exclusifs de la personne qui obtient le droit (par exemple le territoire). Comme la loi en projet vise à protéger cette dernière, ses droits exclusifs doivent, eux aussi, être désignés clairement.

N^o 4 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 4

Remplacer, dans le texte néerlandais du § 1^{er}, 1^o, c), le mot « behalen » par le mot « uitvoeren ».

Justification

Les mots néerlandais « *Het niet behalen* » ne traduisent pas correctement « la non-réalisation ». L'amendement propose une correction technique.

N^o 5 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 5

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 5. — *En cas de non-respect des dispositions de l'article 3, la personne qui obtient le droit peut invoquer la nullité de l'accord de partenariat commercial pour autant qu'elle prouve que ce non-respect ne peut pas lui être imputé.*

C) een littera j) toevoegen, luidende :

«j) de exclusieve rechten die worden toegekend aan de persoon die het recht verkrijgt.»

Verantwoording

A) De term « verbintenissen » is zo ruim dat het nietszeggend wordt : alle in 1^o opgesomde vermeldingen zijn verbintenissen. Het voorwerp van de overeenkomst betreft een verbintenissenrechtelijk duidelijk begrip.

B) Het is niet duidelijk uit het artikel op te maken of het gaat over de gevolgen voor de rechtverkrijger bij niet-naleving of voor beide partijen. Door de toevoeging wordt duidelijk dat ook moet worden vermeld welke de rechten zijn van de verkrijger bij niet-uitvoering door de verlener.

C) Hoewel littera b) van artikel 4, § 1, 1^o in het algemeen « de verbintenissen » vermeld lijkt het erop dat dit gaat over de verbintenissen van de rechtverkrijger. Uit littera i) is wel op te maken dat de rechtverlener zich een aantal exclusieve rechten kan voorbehouden voor zover hij dit duidelijk vermeld, maar daar tegenover is niets bepaald over exclusieve rechten van de rechtverkrijger (vb. territorium). Nu deze wet bedoeld is om de verkrijger te beschermen dienen ook zijn exclusieve rechten duidelijk te worden aangeduid.

Nr. 4 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 4

In § 1, 1^o, c), van de Nederlandse tekst, het woord « behalen » vervangen door het woord « uitvoeren ».

Verantwoording

« Het niet behalen » is niet de correcte vertaling van « la non-réalisation ». Het amendement is een taalkundige verbetering.

Nr. 5 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 5

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 5. — *In geval van niet naleving van de bepalingen van artikel 3 kan de persoon die het recht verkrijgt de nietigheid van de commerciële samenwerkingsovereenkomst inroepen, voor zover hij aantoonde dat deze niet naleving hem niet verwijtbaar is.*

À peine de déchéance, cette nullité doit être invoquée dans les deux ans de la conclusion de l'accord.

Aux mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 1^{er}, la personne qui obtient le droit peut, lorsque le document particulier ne comprend pas les données visées à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, invoquer à tout moment la nullité des dispositions en question de l'accord de partenariat commercial. »

Justification

— La formulation actuelle de l'article 5 est, globalement, illogique. En effet, l'article 3 fait explicitement référence aux données visées à l'article 4, si bien que l'absence de chacune de celles-ci peut entraîner également la nullité de l'ensemble de l'accord.

D'autre part, s'agissant des données visées à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, le projet prévoit que la nullité de dispositions particulières peut être invoquée. Ou bien cet alinéa 2 est superflu, dès lors qu'une partie contractante a de toute manière le droit d'invoquer la nullité d'une seule disposition si elle peut faire valoir, pour le même motif, la nullité de l'ensemble de l'accord (*qui peut le plus peut le moins*), ou bien la différence s'expliquerait par une distinction à faire, mais que le projet n'explique pas, entre les délais dans lesquels chacune de ces nullités distinctes pourrait être invoquée.

L'amendement précise dès lors, en son alinéa 3, que la nullité concernant les mentions de l'article 4, § 1^{er}, 1^o, n'est pas liée à l'échéance de deux ans. Le texte de l'amendement ne préjudicie toutefois aucunement au droit commun, qui permet aux parties, en cas de nullité d'une seule disposition, de requérir la dissolution du contrat si, par suite de cette nullité, l'accord est devenu sans objet. De cette manière, si les obligations ou l'objet de l'accord ne figurent pas dans le document particulier, une demande d'annulation formulée sur cette base relativement à la disposition en question de l'accord, rendra ce dernier totalement sans objet, le privant ainsi de toute validité (art. 1108 du Code civil).

— Le présent amendement vise aussi à clarifier les droits de la personne qui obtient le droit dans le cadre d'une éventuelle procédure en nullité, et ce en s'inspirant de la jurisprudence de la Cour de cassation française du 10 février 1998 (encore confirmée plus tard devant la cour d'appel de Paris, le 13 janvier 1999).

Le projet ne permet pas, en effet, de déterminer si la cause de nullité de l'article 5 du projet est une cause de nullité absolue. La Cour de cassation française en a, quant à elle, jugé autrement, puisqu'elle a dit que la nullité invoquée en vertu de la Loi Doubin ne peut être accordée qui si la preuve d'un vice de consentement peut également être apportée. Cela implique donc que le non-respect ne peut pas être invoqué à l'encontre de la personne qui obtient le droit. L'erreur inexcusable ne constitue pas, en effet, un vice du consentement, selon une jurisprudence constante de notre Cour de cassation (voir, entre autres, Cass. 20 avril 1978, Arr. cass., 1978, 960).

En ce qui concerne les vices de violence et de dol, une période de deux ans à compter de la conclusion constitue un délai suffisant pour invoquer à ce titre la nullité de l'ensemble de l'accord. Conformément à l'alinéa 3 projeté, des dispositions spécifiques pourront encore être annulées passé ce délai, mais ici aussi, l'existence d'un vice de consentement devra donc être démontrée.

Op straffe van verval dient deze nietigheid te worden ingeroepen binnen de twee jaar na het sluiten van de overeenkomst.

Onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in het eerste lid kan, wanneer het afzonderlijk document de gegevens bedoeld in art. 4, § 1, 1^o, niet bevat, de persoon die het recht verkrijgt ten allen tijde de nietigheid inroepen van de desbetreffende bepalingen van de commerciële samenwerkingsovereenkomst. »

Verantwoording

— De actuele formulering van artikel 5 is in het geheel genomen niet logisch. Immers, artikel 3 bevat uitdrukkelijk een verwijzing naar de gegevens bedoeld in artikel 4, zodat het ontbreken van elk van de daarin vermelde gegevens tevens de nietigheid van de gehele overeenkomst kunnen teweegbrengen.

Wanneer het dan ging over de gegevens bedoeld in artikel 4, § 1, 1^o, stelt het ontwerp dat de nietigheid van afzonderlijke bepalingen kon ingeroepen worden. Ofwel is dit tweede lid overbodig omdat in elk geval een contractspartij het recht heeft om de nietigheid te vorderen van één bepaling wanneer hij op dezelfde grond de nietigheid kan vorderen van de integrale overeenkomst (qui peut le plus peut le moins), ofwel lag het verschil in het bij het ontwerp niet verduidelijkte onderscheid in de termijn waarbinnen elk van deze aparte nietigheden kon ingeroepen worden.

Het amendement verduidelijkt dan ook in het derde lid dat de nietigheid inzake vermeldingen van artikel 4, § 1, 1^o, niet gebonden is aan de vervaltermijn van 2 jaar. De tekst van het amendement doet evenwel niets af aan het gemeen recht van partijen om, bij nietigheid van één bepaling, de ontbinding van de overeenkomst te vorderen indien door deze nietigheid de overeenkomst zonder voorwerp is geworden. Zo zal, wanneer de verbintenissen of het voorwerp van de overeenkomst niet in het afzonderlijk document staan, een daarop gebaseerde vraag tot vernietiging van de desbetreffende bepaling in de overeenkomst deze geheel zonder voorwerp maken, zodat zij ongeldig wordt (art. 1108 van het Burgelijk Wetboek)

— Dit amendement heeft verder de bedoeling duidelijkheid te scheppen in de rechten van de rechtverkrijger bij eventuele procedure inzake nietigheid, en volgt de rechtspraak van het Franse Hof van Cassatie van 10 februari 1998 (later nog bevestigd voor het hof van beroep te Parijs op 13 januari 1999).

Het is immers niet duidelijk op te maken uit het ontwerp dat de nietigheidsgrond van artikel 5 van het ontwerp een autonome nietigheidsgrond is. Het Franse Hof van Cassatie heeft wel degelijk anders geoordeeld, nu het gesteld heeft dat de krachtens de Loi Doubin ingeroepen nietigheid enkel toegekend mag worden als ook het bewijs van een wilsgebrek geleverd wordt. Dit houdt dus in dat de niet naleving niet verwijtbaar mag zijn aan de verkrijger. De niet-verschoonbare dwaling maakt immers geen wilsgebrek uit volgens een vaste rechtspraak van ons Hof van Cassatie (zie onder meer Cass. 20 april 1978, Arr. Cass., 1978, 960).

Wat betreft de rechtsgebreken geweld en bedrog is twee jaar na de sluiting een afdoende termijn om de nietigheid van heel de overeenkomst op deze gronden in te roepen. Overeenkomstig het ontworpen derde lid kunnen specifieke bepalingen nog steeds nietig verklaard worden na deze termijn, doch ook hier zal dus het bestaan van een wilsgebrek moeten aangetoond worden.

N° 6 DE MM. STEVERLYNCK ET BROTCORNE

Art. 10

Remplacer les alinéas 1^{er} et 2 de cet article par les dispositions suivantes :

«La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Le gouvernement soumet avant le 1^{er} novembre 2006 un rapport d'évaluation à la Chambre des représentants et au Sénat. »

Justification

Bien que l'exposé des motifs dise que les personnes qui mettent à disposition des formules de collaboration commerciale « doivent pouvoir disposer de suffisamment de temps pour la mise en œuvre de ces règles », le projet prévoit une entrée en vigueur rétroactive (à savoir le 1^{er} septembre 2005). Le présent amendement conforme le texte à l'intention du législateur.

Le gouvernement s'est ménagé une période de 10 mois pour évaluer la loi en projet, à savoir jusqu'au 1^{er} juillet 2006. Compte tenu du retard pris par la discussion, une évaluation dès le 1^{er} juillet 2006 n'aurait guère d'utilité. Compte tenu du déplacement de la date d'entrée en vigueur, il est souhaitable de proroger également la période d'évaluation jusqu'au 1^{er} novembre 2006.

Nr. 6 VAN DE HEREN STEVERLYNCK EN BROTCORNE

Art. 10

Het eerste en het tweede lid van dit artikel vervangen als volgt :

«Deze wet treedt in werking op 1 januari 2006.

De regering legt vóór 1 november 2006 een evaluatierapport voor aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat. »

Verantwoording

Ondanks het feit dat de memorie van toelichting vermeldt « dat de personen die commerciële samenwerkingsakkoorden aanbieden over voldoende tijd moeten beschikken om deze regels te implementeren », wordt in het ontwerp een retroactieve inwerkingtreding (invoegetrede op 1 september 2005) vooropgesteld. Het amendement komt tegemoet aan de intentie van de wetgever.

De regering voorzag voor zichzelf een periode van 10 maanden om deze wet te evalueren, namelijk tot 1 juli 2006. Gelet op de vertraging in de bespreking is een evaluatie reeds op 1 juli 2006 van weinig nut. Met het verplaatsen van de begindatum is het wenselijk om ook de periode van evaluatie te verlengen, namelijk tot 1 november 2006.

Jan STEVERLYNCK.
Christian BROTCORNE.